



COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 21 OCTOBRE 2015**

MENTION D'AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **mercredi 21 octobre 2015**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le **mercredi 28 octobre 2015** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le **14 octobre 2015**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mercredi 21 octobre 2015 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 29 juillet 2015.

2 - FONCIER et URBANISME

2-1 - Acquisition du terrain de Mme MACRI Quartier « St-Pierre » (chemin François de Belsunce)

2-2 - Acquisition du terrain TAXIL Quartier « St Jacques » - Désignation du Notaire

2-3 - Taxe d'aménagement : maintien des taux 2015 et création d'un taux différencié pour le secteur « Fontenelle »

2-4- Déclaration de projet relatif à l'extension de la carrière du Juge (SOMECA)

2-5- Demande au Préfet d'une prolongation du délai accordé pour le dépôt de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

3 - FINANCES

- 3-1- Budget supplémentaire pour le service public de l'assainissement 2015
- 3-2- Budget supplémentaire pour le budget communal 2015
- 3-3- Demande de remboursement par la Commune des frais de personnel induits par la gestion des services publics de l'eau potable et de l'assainissement
- 3-4- Demandes de subventions :
 - 3-4-1 - Elaboration d'un schéma pluvial - Demandes à la Région et à l'Agence de l'Eau
 - 3-4-2 - Demande de subventions dans le cadre de la réserve parlementaire pour le réaménagement de la Place Gambetta et la restauration de la Chapelle « Notre Dame de Pitié »
 - 3-4-3- Règlement relatif aux subventions aux Associations
 - 3-4-4- Appel à la solidarité lancé par l'AMF envers les communes sinistrées suite aux inondations ayant touché les Alpes Maritimes

4 - CULTURE-COMMUNICATION-FESTIVITES

- 4-1- Distribution du Journal des Valois n° 5 - Convention de distribution avec l'association « BILBOK »
- 4-2- Modification de la régie des recettes des activités culturelles
- 4-3- Conventions pour prêt de salles communales (Centre de Loisirs - Caternet - Complexe sportif)
- 4-5- Convention de mise à disposition de locaux communaux pour l'EIMAD (CCCP)

5 - SCOLAIRE

- 5-1- Modification du tarif de cantine (pénalités pour repas exceptionnels ou suite à négligence)
- 5-2- Modification du tarif du centre de loisirs extrascolaire (vacances scolaires) pour les enfants domiciliés hors commune
- 5-3- Réhabilitation du bâtiment du Centre de Loisirs du Petit Baou et demande de subvention auprès de la CAF pour ces travaux et pour l'acquisition de matériel
- 5-4- Information sur les démarches accomplies pour l'élaboration d'un Contrat Enfance Jeunesse avec la CAF
- 5-5- Festivités de Noël pour la crèche et les écoles

6 - PERSONNEL COMMUNAL

- 6-1- Création d'un emploi d'Adjoint d'Animation contractuel à temps non complet supprimant l'emploi d'Adjoint Technique créé par délibération du 13 mai 2015
- 6-2- Création d'un emploi d'Adjoint Administratif de 1^{ère} classe
- 6-3- Contrat groupe d'assurance statutaire - Renégociation par le CDG 83

7 - DIVERS

7-1- Convention GRDF pour l'installation et l'hébergement d'équipement de télérelève

7-2- Rapport d'activités 2014 COMMUNAUTE DU COMMUNES DU COMTE DE
PROVENCE

7-3- Rapport d'activités 2014 SIVED

7-4- Rapport d'activités 2014 SYMIELECVAR

7-5- SYMIELECVAR - Nouvelles adhésions

8 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations
données par le Conseil Municipal

9 - Question écrite posée par M. GAULET et concernant les transports en commun et plus
particulièrement le transport scolaire sur la Commune.

10 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mercredi 21 octobre 2015, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - NAL André - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - TORRESILLA Claude - GAQUIERE Ingrid - REES Pénélope - VERDON Pierre - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - BOULE-AMPHOUX Isabelle - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. BOSSUGE Brigitte (procuration donnée à MIONET Marie-Thérèse) - VOLANTE Florence (procuration donnée à BREBAN Julie).

soit 25 présents et 2 pouvoirs donc 27 votants.

A noter que Mme REES Pénélope a quitté la salle avant les dossiers inscrits au chapitre 7 « Divers ».

Les présents ont été alors au nombre de 24 avec 26 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 29 juillet 2015.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 juillet 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 juillet 2015,

A l'unanimité moins une abstention : M. Gaby LANGE vu son absence à ladite réunion.

APPROUVE ce document.

2 - FONCIER et URBANISME

2-1 - Acquisition du terrain de Mme MACRI Quartier « St-Pierre » (chemin François de Belsunce)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Mme Marguerite MACRI a contacté la Mairie pour proposer de céder à la Commune la parcelle de terrain cadastrée Quartier « St-Pierre » D 1290 pour 571 m².

Il rappelle à l'assemblée délibérante que cette parcelle constitue la majeure partie de l'assiette du chemin « François de Belsunce », voie ouverte à la circulation publique depuis plusieurs décennies. Le caractère privé de ce terrain ne permet pas à la Commune d'y entreprendre des travaux de réfection de chaussée.

M. le Maire informe l'assemblée que, par délibération du 28 juin 2001, le Conseil Municipal avait déjà chargé le Maire de l'époque de prendre contact avec Mme MACRI pour lui proposer d'acquérir sa parcelle. Plusieurs contacts ont été pris régulièrement depuis avec cette personne, sans jamais parvenir à une entente.

Une estimation domaniale a été demandée en 2013 et un prix maximum de 1.000 € avait été indiqué.

Une nouvelle négociation a alors été entamée en 2014 avec Mme MACRI pour lui exposer la situation problématique posée par cette parcelle. Mme MACRI restait sur sa position. Après une nouvelle relance de la Commune, elle a tout récemment accepté de céder sa parcelle au prix de 1.000 €.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet d'acquisition, dans le cadre du classement de la voie dans le domaine public communal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'article L 1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Vu l'extrait du plan cadastral de la Section D à l'échelle 1/2.500^{ème}

Vu l'offre de vente exprimée par Mme MACRI Marguerite,

Vu l'article 1042 du Code Général des Impôts portant exonération fiscale des acquisitions immobilières à titre onéreux par les collectivités publiques locales,

Vu le décret n° 86-455 en date du 14 mars 1986, ensemble l'arrêté ministériel en date du 5 septembre 1986, relatifs notamment aux limites de compétence domaniale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités, et portant le seuil de consultation obligatoire des services des Domaines à 75.000 €

Considérant que cette parcelle est destinée à être classée dans la voirie communale,

PREND EN CONSIDERATION cette proposition de cession de terrain faite par Mme MACRI Marguerite cadastrée Section D n° 1290 pour une surface de 571 m² au prix total de 1.000 €

DECIDE l'acquisition par la Commune de cette parcelle au prix de 1.000 €

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 21 du budget communal 2015

AUTORISE Monsieur le Maire à accepter ladite acquisition et à consentir les engagements en découlant au nom et pour le compte de la Commune, aux charges et conditions usuelles en la matière, aux termes de l'acte de vente qui sera reçu sous la forme administrative ou notarié.

2-2 - Acquisition du terrain TAXIL Quartier « St Jacques » - Désignation du Notaire

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 29 juillet 2015, l'acquisition du terrain sis quartier « St-Jacques », cadastré B 533 pour 2.700 m², propriété des héritiers de M. TAXIL Claude, a été décidé moyennant le prix de 130.000 €.

Il indique que la forme administrative avait été prévue dans cette délibération, pour la passation de l'acte de vente. Or, les vendeurs souhaitent que cette transaction soit réalisée par l'Etude GLOMON à COURTHEZON.

M. le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser cette modification de la délibération du 29 juillet 2015.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE que l'acte de vente du terrain des Héritiers de M. TAXIL Claude, cadastré B 533 à « St-Jacques » pour 2.700 m², soit passé sous la forme notariée auprès de l'Etude de Me GLOMON, Notaire à COURTHEZON (84).

2-3 - Taxe d'aménagement : maintien des taux 2015 et création d'un taux différencié pour le secteur « Fontenelle »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 19 novembre 2014, il a été décidé de reconduire en 2015 le taux de la taxe d'aménagement de 5 % sur l'ensemble du territoire communal, sauf pour les quartiers suivants :

- - Serre de Laval
- - Les Grandes Aires
- - La Plaine
- - La Roguère

où le taux a été majoré pour être porté à 12 %.

Cette décision était valable pour une année reconductible.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir se prononcer sur la reconduction des taux de la taxe d'Aménagement dans ces secteurs.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE de reconduire en 2016 les taux décidés par délibération du 19 novembre 2014, soit 5 % pour l'ensemble du territoire sauf pour les secteurs « Serre de Laval », « Les Grandes Aires », « La Plaine » et « La Roguère » où le taux demeurera à 12 %

PRECISE que la présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible et qu'elle sera transmise à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (D.D.T.M.), Service « Aménagement Durable/Pôle Urbanisme » au plus tard le 1er jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Secteur « Fontenelle »

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L 331-15,

Vu la loi 2010-1658 du 29 décembre 2010 et notamment son article 28,

Vu la délibération n° 2011-87 du 15 novembre 2011 instituant la Taxe d'Aménagement sur le territoire communal au taux de 5 %,

Considérant que l'article précité du Code de l'Urbanisme prévoit que le taux de la part communale de la Taxe d'Aménagement puisse être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires pour admettre des constructions,

Considérant que le lieu-dit « Fontenelle » est concerné par un projet immobilier d'importance, Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir se prononcer sur le taux de la taxe d'Aménagement dans ce secteur.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

Considérant que le projet de construction annoncé par M. le Maire dans ce quartier n'a pas encore été vu ni étudié par la Commission d'Urbanisme qui doit se réunir pour ce faire quelques jours après la présente réunion.

DECIDE de renvoyer l'examen du dossier relatif à la majoration de la taxe d'aménagement à instituer pour le secteur « Fontenelle » à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

2-4- Déclaration de projet relatif à l'extension de la carrière du Juge (SOMECA)

Monsieur le Maire rappelle que la Société « SOMECA » gère la carrière « du Juge » implantée sur le territoire communal, quartier « Tour Courroun ». Un projet d'extension de cette carrière est en cours depuis quelques années mais ne peut être réalisé vu les dispositions du POS de la Commune actuellement en vigueur. La date de fin d'exploitation de la carrière telle qu'elle existe aujourd'hui est fixée à 2019. Cette contrainte temporelle ne permet pas à l'exploitant d'attendre que le PLU, en cours d'élaboration, soit exécutoire. Ce secteur est actuellement classé au Plan d'Occupation des Sols en zone NCa. En conséquence, la Société « SOMECA » sollicite de la Commune la mise en compatibilité du POS conformément aux dispositions d'une déclaration de projet.

M. le Maire propose en conséquence de mettre en compatibilité le POS en parallèle avec la procédure de Déclaration de Projet, prévue par l'article L.300-6 du Code de l'Urbanisme.

En conséquence, et compte tenu de son caractère d'intérêt général, il propose de lancer cette procédure, dont les études, à la charge exclusive de la Société « SOMECA », permettront de déterminer le zonage et la réglementation les plus appropriés à cette opération.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

Vu la loi Grenelle II n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-14, L 123-14-2, L 123-18, L 141-1-2, L 300-6, R.123-23-2, R 123-24 et R 123-25

Vu l'article L. 123-1 du Code de l'Environnement,

Vu le POS approuvé le 17/07/1986, s'en suivant ses révisions, ses modifications et mises à jour successives dont dernière modification en date du 03/12/2013

Vu les dispositions de l'article L 123-14 du Code de l'Urbanisme qui prévoient que :

« Lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet.

Dans ce cas, l'enquête publique porte à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

La déclaration d'utilité publique ou la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir qu'au terme de la procédure prévue par l'article L. 123-14-2. »

Considérant que :

- l'activité de la carrière contribue à l'économie locale en participant au fonctionnement de l'activité économique locale (BTP, industrie et services),
- les matériaux extraits du site sont utilisés dans les travaux d'aménagement et de construction réalisés dans la région d'une part et, d'autre part, leur exploitation soutient le développement économique et participe à l'aménagement du territoire en pourvoyant aux besoins locaux importants en matériaux pour la construction et l'industrie
- le projet porte un intérêt général d'une part en matière de développement économique et d'emplois, et d'autre part, en permettant la satisfaction des besoins locaux en matériaux de carrières. Il assure à ce titre la pérennité de l'approvisionnement local et la stabilité du marché dans un contexte de demande de plus en plus forte.

Considérant que le projet d'extension de carrière nécessite des adaptations du document d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune du VAL, qui peuvent être mises en œuvre dans le cadre d'une procédure de déclaration de projet d'intérêt général avec mise en œuvre de la compatibilité avec le Plan d'Occupation des Sols actuel conformément aux dispositions précitées,

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE de prescrire la procédure de Déclaration de Projet, prévue par les articles L.123-24 et suivants du Code de l'Urbanisme, qui prévoit une enquête publique portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du POS

DECIDE d'associer les personnes publiques en application de l'article L.121-4 du Code de l'Urbanisme

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les décisions relatives à la mise en œuvre de la déclaration de projet.

PRECISE

1°) que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet et notifiée :

- aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre de Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président de l'établissement public de gestion du schéma de cohérence territorial (Scot de la Provence Verte),
- aux Maires des communes limitrophes (Châteauvert, Correns, Carcès, Vins-sur-Caramy, Brignoles, Tourves, Bras),
- à Monsieur le Président du Parc naturel Sainte Baume,
- à Monsieur le Président de la communauté de Communes du Comté de Provence,
- à Monsieur le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière
- à Monsieur le Directeur de l'Institut des Appellations d'Origine Contrôlée.

2°) que, conformément à l'article R.123-24 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal diffusé dans le Département.

RAPPELLE que la Société « SOMECA » s'est engagée à prendre en charge financièrement l'ensemble des études devant être menées dans le cadre de l'élaboration du dossier de déclaration de projet.

2-5- Demande au Préfet d'une prolongation du délai accordé pour le dépôt de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP) est un dispositif permettant de mettre un établissement en conformité avec la réglementation en vigueur à partir du 1er janvier 2015.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité.

M. GIRAUD indique que L'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) est **obligatoire** pour tous les propriétaires ou exploitants d'établissements recevant du public (ERP) qui ne respecteraient pas leurs obligations d'accessibilité.

Il apporte un cadre juridique sécurisé mais s'accompagne d'un **calendrier précis et d'un engagement financier**.

Il est le seul moyen pour être en accord avec la loi pour ceux qui n'ont pas satisfait aux obligations de la loi, après le 1er janvier 2015.

Le projet d'Ad'AP devait être déposé au plus tard le 27 septembre 2015.

Le projet d'Ad'AP doit ensuite être validé par le préfet. Cette validation permettra ainsi d'entériner l'échéancier pour la mise en accessibilité. Le dispositif comportera des points de contrôle réguliers et une validation à son terme.

Des sanctions financières proportionnées seront appliquées en cas de non-respect de l'Ad'AP. Le produit des sanctions sera réinvesti au profit de l'accessibilité universelle.

La Commune a rejoint la Communauté de Communes pour l'élaboration de cet agenda afin de bénéficier des conditions financières du marché passé par celle-ci. Mais un certain retard ayant été pris dans l'avancement du dossier, la date limite du 27 septembre 2015 n'a pas pu être respectée. La commande de la prestation a bien été passée auprès du bureau d'études retenu courant septembre 2015 mais le travail est en cours.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de déposer une demande de prolongation du délai accordé pour le dépôt de l'Ad'AP auprès de Monsieur le Préfet du Var*

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

SOLLICITE auprès de Monsieur le Préfet du Var une prolongation du délai octroyé pour le dépôt de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

PROPOSE que le délai soit prolongé de six mois avec une date limite fixée au 31 mars 2016.

3 - FINANCES

3-1- Budget supplémentaire pour le service public de l'assainissement 2015

Monsieur le Maire indique à l'assemblée qu'en application de l'instruction budgétaire et comptable M49, un budget supplémentaire doit être établi pour intégrer :

- les reports correspondant aux restes à réaliser de l'année précédente,
- les crédits nouveaux ou annulations de crédits

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjoint déléguée aux Finances qui indique que ce projet de budget supplémentaire prend en compte uniquement les restes à réaliser de l'année 2014 non inscrits au budget primitif 2015 du Service Public de l'Assainissement.

Mme BREBAN précise qu'un montant de 1.472,40 € doit être porté au compte 2315 (opération 206) en dépenses. Pour équilibrer la section d'investissement de ce document budgétaire, l'inscription de 1.472,40 € doit être portée en recettes au compte 021.

Elle propose au Conseil Municipal, en accord avec la commission communale des Finances, de se prononcer favorablement sur les inscriptions nouvelles de crédits figurant dans le projet de budget supplémentaire 2015 du service public de l'assainissement.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ADOPTÉ le projet de budget supplémentaire 2015 du service public de l'assainissement

ARRETE

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DOUZE EUROS QUARANTE CENTIMES (1 472,40 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DOUZE EUROS QUARANTE CENTIMES (1.472,40 €)

3-2- Budget supplémentaire et décision modificative pour le budget communal 2015

BUDGET SUPPLEMENTAIRE

Monsieur le Maire indique à l'assemblée qu'en application de l'instruction budgétaire et comptable M14, un budget supplémentaire doit être établi pour intégrer les dépenses et recettes nouvelles intervenues depuis l'approbation du budget primitif de la Commune de l'année en cours. Le budget supplémentaire comporte généralement deux parties :

- les reports correspondant aux restes à réaliser de l'année précédente,
- les crédits nouveaux ou annulations de crédits

Il précise que les reports correspondant aux restes à réaliser de l'année précédente ont déjà été intégrés dans le budget primitif 2015 et qu'en conséquence, le budget supplémentaire proposé ne comprendra que les crédits nouveaux ou annulations de crédits.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjoint déléguée aux Finances qui confirme que ce projet de budget supplémentaire prend en compte, d'une part, des ajustements par rapport aux recettes notifiées après le vote du budget primitif 2015, d'autre part, un certain nombre d'opérations nouvelles ou d'annulations de crédits.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

6226	Honoraires	020	Administration générale	+26.250,00
64111	Rémunération titulaires	421	Centre de loisirs	+7.480,00
64131	Rémun. Non titulaires	421	Centre de loisirs	+6.000,00
		212	Ecole élémentaire	+880,00
64168	Autres emplois d'insertion	813	Propreté urbaine	+10.000,00
		820	Svce commun Aménagt urbain	+9.000,00
6453	Cotis caisses retraites	421	Centre de loisirs	+ 5.000,00
TOTAL				+64.610

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

70311	Concessions cimetières	026	Cimetières	+1.900,00
7067	Redevance svce périscolaires	252	Transports scolaires	+12.000,00
7325	Fds péréq ressources interco	020	Administration générale	+13.000,00
7381	Taxe add droits mutation	020	Administration générale	+8.800,00
74121	Dot solidarité rurale	020	Administration générale	+6.600,00
74712	Aides Emplois d'avenir	020	Administration générale	+11.450,00
758	Produits divers de gestion	255	Activités périscolaires	+10.860,00
TOTAL				+64.610

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

402	Opération PI Gambetta	2315	Installations	+128.000,00
419	Opération Acquis Foncières	2111	Terrains nus	+40.000,00
		2138	Autres constructions	+40.000,00
TOTAL				+208.000,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

373	Opération « PAE Les Vergers »	1333	Participations constructeurs	+8.000,00
402	Opération PI Gambetta	1313	Fonds concours Département	+200.000,00
TOTAL				+208.000,00

Mme BREBAN liste les comptes et montants concernés et donne toutes les informations et précisions utiles à ces écritures.

Elle propose au Conseil Municipal, en accord avec la commission communale des Finances, de se prononcer favorablement sur les inscriptions nouvelles de crédits figurant dans le projet de budget supplémentaire 2015.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ADOPTÉ le projet de budget supplémentaire 2015 de la Commune

ARRETE

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de DEUX CENT SOIXANTE DOUZE MILLE SIX CENT DIX EUROS (272.610 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de DEUX CENT SOIXANTE DOUZE MILLE SIX CENT DIX EUROS (272.610 €)

• DECISION MODIFICATIVE N° 2

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour abonder des imputations comptables insuffisamment créditées lors du budget primitif communal de 2015.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 2 proposée :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
61523	Voies et réseaux	822	Voies communales	+70.000,00
617	Etudes et recherches	020	Administration générale	+20.000,00
6184	Versts organismes formation	212	Ecoles primaires	-10.000,00
6226	Honoraires	020	Administration générale	+20.602,72
6228	Divers	255	Svces annexes enseignementt	+ 2.000,00
6288	Autres services extérieurs	020	Administration générale	+10.000,00
64111	Rémunération titulaires	421	Centre de loisirs	+ 4.896,00
73925	Fds péréquation ressources	020	Administration générale	+ 3.104,00
022	Dépenses imprévues	020	Administration générale	-30.000,00
TOTAL				+90.602,72
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
023	Virt section d'investissement	01	Opér. non ventilables	-90.602,72
RECETTES D'INVESTISSEMENT				
021	Virt section fonctionnement	01	Opér. non ventilables	-90.602,72
DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
307	Opération Matériel divers	2183	Mat/Mob.Bureau/informatique	-3.900,00
317	Opération Voirie village	2111	Terrains nus	-50000,00
336	Opération Svces Techniques	2188	Autres immobilisations	+3.900,00
343	Opération Hôtel de Ville	21311	Hôtel de Ville	+900,00
359	Opération Imm. Pl. Libération	2313	Constructions	-900,00
374	Opération PADD PLU	202	Réal. documents urbanisme	-98.775,00
401	Opération Chemins communaux	2031	Frais d'études	-26.370,00
		2315	Installations	+76.370,00
410	Opération Agencements div	21318	Autres bâtiments publics	+4.186,00
416	Opération Réseau pluvial	2031	Frais d'études	-4.186,00
419	Opération Acquis Foncières	2111	Terrains nus	+5.000,00
		2138	Autres constructions	+3.172,28
TOTAL				-90.602,72

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. VERDON Pierre

APPROUVE la décision modificative n° 2 proposée pour le Budget Communal 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

3-3- Demande de remboursement par la Commune des frais de personnel induits par la gestion des services publics de l'eau potable et de l'assainissement

Service Public de l'Eau Potable

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que la Commune met son personnel à disposition du service public de l'eau potable afin qu'il puisse effectuer les missions qui lui sont confiées.

Il propose à l'assemblée de demander à ce service public le remboursement à la Commune de ces frais de personnel.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Considérant que le coût du personnel est une composante du coût du service public de l'eau potable,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DEMANDE au Service Public de l'Eau Potable le remboursement au profit de la Commune des frais de mise à disposition de personnel pour un montant s'élevant à 2.476,42 €.

Service Public de l'Assainissement collectif :

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que la Commune met son personnel à disposition du service public de l'assainissement non collectif afin qu'il puisse effectuer les missions qui lui sont confiées.

Il propose à l'assemblée de demander à ce service public le remboursement à la Commune de ces frais de personnel.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Considérant que le coût du personnel est une composante du coût du service public de l'assainissement,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DEMANDE au Service Public de l'assainissement le remboursement au profit de la Commune des frais de mise à disposition de personnel pour un montant s'élevant à 2.476,42 €.

3-4- Demandes de subventions :

3-4-1 - Elaboration d'un schéma pluvial - Demandes à la Région et à l'Agence de l'Eau

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 22 juin 2015, la décision a été prise d'élaborer un schéma directeur du réseau pluvial, avec un volet spécifique sur les zones inondables.

Il indique qu'un plan de financement prévisionnel a alors été établi, prévoyant une subvention de l'Agence de l'Eau à hauteur de 50 % de la dépense, estimée à 50.000 € HT.

M. le Maire informe l'assemblée qu'un dossier de demande de subvention a été adressé depuis à la Région et qu'un montant maximum de 30 % pourrait être alloué à la Commune.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir modifier le plan de financement prévisionnel en conséquence.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ARRETE le plan de financement prévisionnel des études nécessaires à l'élaboration du schéma directeur de gestion du réseau pluvial comme suit :

- Subvention Agence de l'Eau (50 %)	25.000 €
- Subvention de la Région (30 %)	15.000 €
- Autofinancement	10.000 €
TOTAL	50.000 €

SOLLICITE les subventions en question auprès de l'Agence de l'Eau et de la Région.

3-4-2 - Demande de subventions dans le cadre de la réserve parlementaire pour le réaménagement de la Place Gambetta et la restauration de la Chapelle « Notre Dame de Pitié »

Réaménagement de la Place Gambetta

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 22 juin 2015, le plan de financement prévisionnel des travaux de requalification de la Place Gambetta a été arrêté et approuvé, soit, pour une dépense estimée à 475.000 € HT :

- Subvention du Conseil Général	
- programme 2014	140.000 €
- programme 2015	140.000 €
- Subvention de l'Agence de l'Eau	
- réfection du réseau d'eau potable (50 %)	16.500 €
- réfection du réseau d'assainissement (50 %)	12.000 €
- C.C.C.P. (Fonds de concours « Aménagement urbain - 15 %)	71.500 €
- Autofinancement communal	95.000 €
TOTAL	475.000 €

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que la Communauté de Communes a rejeté la demande de subvention de la Commune, considérant que son objet n'entre pas dans les critères d'attribution des fonds de concours intercommunautaires.

Il propose de solliciter une aide dans le cadre de la réserve parlementaire de Madame Josette PONS, Députée, et de Messieurs Hubert FALCO et Pierre-Yves COLLOMBAT, Sénateurs.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

SOLLICITE une aide financière, au taux le plus élevé, au titre de la réserve parlementaire 2015-2016 auprès de Madame Josette PONS, Députée, et de Messieurs Hubert FALCO et Pierre-Yves COLLOMBAT, Sénateurs, afin de participer au financement des travaux de requalification de la Place Gambetta.

Restauration de la Chapelle « Notre Dame de Pitié »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 22 juin 2015, le plan de financement prévisionnel des travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » (1^{ère} tranche) a été arrêté et approuvé, soit, pour une dépense estimée à 290.000 € HT :

▪ <u>Tranche ferme</u> :	<u>176.075 €</u>
- Subvention D.R.A.C. (45 %)	79.233 €
- Conseil Régional (10 %)-	
Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »	17.607 €
- C.C.C.P. - Fonds de concours « Patrimoine »	20.000 €
- Autofinancement (45 %)	59.235 €

Monsieur le Maire propose de solliciter une aide dans le cadre de la réserve parlementaire de Madame Josette PONS, Députée, et de Messieurs Hubert FALCO et Pierre-Yves COLLOMBAT, Sénateurs.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

SOLLICITE une aide financière, au taux le plus élevé, au titre de la réserve parlementaire 2015-2016 auprès de Madame Josette PONS, Députée, et de Messieurs Hubert FALCO et Pierre-Yves COLLOMBAT, Sénateurs, afin de participer au financement des travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » (1^{ère} tranche).

3-4-3- Règlement relatif aux subventions aux Associations

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la commission communale chargée de l'attribution des subventions aux associations est souvent confrontée à des dossiers incomplets et ne peut donc pas se prononcer en toute connaissance de cause par rapport aux demandes déposées.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Vice-Président de cette commission.

M. Christian DEBAQUE donne lecture d'un projet de règlement visant à permettre une étude plus cohérente et approfondie des dossiers de demandes de subventions déposées par les associations. Ce projet de règlement a été approuvé par la commission communale.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de règlement pour l'attribution des subventions aux associations

AUTORISE Monsieur le Maire, Président de la commission communale des subventions, à le mettre en application dès à présent.

3-4-4- Appel à la solidarité lancé par l'AMF envers les communes sinistrées suite aux inondations ayant touché les Alpes Maritimes

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée délibérante d'un courrier du Président des Maires du Var lançant un appel à la solidarité auprès des communes varoises pour venir en aide au département des Alpes-Maritimes, suite aux dégâts matériels et humains occasionnés par les inondations survenues le 3 octobre 2015.

Il demande au Conseil Municipal d'étudier cette demande avec toute la bienveillance possible.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A la majorité (5 voix pour 500 € (MM BOULE AMPHOUX-KINET-PASQUET-BREBAN-VOLANTE), 2 voix pour 800 € (Mmes TURINELLI-INGRASSIA), 4 voix pour 2.000 € (MM CULINATI-VERDON-GAUTIER-SAULNIER) et 16 voix pour 1.000 € (MM MIONET-BOSSUGE-GAULET-FOURNEL-COEURDEUIL-PAZ-GIRAUD-DEBAQUE-NAL-DONADEY-LANGE-TORRESILLA-BENTOUMI-GAQUIERE-RIHAL-REES)

DECIDE d'accorder une subvention de 1.000 € au département des Alpes-Maritimes, afin de venir à son secours suite aux dégâts importants occasionnés par les inondations intervenues le 3 octobre 2015

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015 de la Commune (chapitre 65).

4 - CULTURE-COMMUNICATION-FESTIVITES

4-1- Distribution du Journal des Valois n° 5 - Convention de distribution avec l'association « BILBOK »

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée délibérante des problèmes rencontrés lors de la distribution de la revue communale « Le Journal des Valois » n° 4, en juin 2015 : diffusion aléatoire, quartiers non desservis, distribution multiple dans d'autres, etc...

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Communication.

Mme INGRASSIA confirme l'insatisfaction totale de la prestation réalisée en juin 2015 par une société privée pour cette distribution qui devait être réalisée « boîte à boîte » et qui a été très mal gérée, certains administrés recevant plusieurs fois le bulletin et d'autres pas du tout.

Elle propose de passer une convention avec l'Association valoise « BILBOK » pour la distribution des prochains numéros du « Journal des Valois » et donne lecture du projet à l'assemblée.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A la majorité (1 CONTRE M. LANGE et 4 ABSTENTIONS MM. BENTOUMI-VERDON-GAULET-FOURNEL)

APPROUVE le projet de convention à passer avec l'association valoise « BILBOK » pour la distribution du « Journal des Valois »

PRECISE que les crédits nécessaires au paiement de la prestation, soit 250 €, sont inscrits au budget 2015 de la Commune (chapitre 011).

4-2- Modification de la régie des recettes des activités culturelles

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, par délibération du 12 décembre 2013, les tarifs individuels et de groupes pour la visite des musées suivants ont été arrêtés : la crèche animée, le musée d'art sacré, le musée du jouet ancien et de la figurine historique et la maison de la route médiévale.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture.

Mme INGRASSIA indique que pour tous ces musées les tarifs étaient :

-Tarifs individuels (par personne et par musée) :

-adultes : 2,00 €

-enfants (6-12 ans) : 1,50 €

-enfants de moins de 6 ans : gratuit

-Tarifs de groupes à partir de 20 personnes (par personne et par musée) :

-adultes : 1,50 €

-enfants (6-12 ans) : 0,50 €

-enfants de moins de 6 ans : gratuit

Les groupes bénéficient de la visite du village et de l'église (inclus dans la prestation).

Une gratuité par tranche de 20 personnes.

Lorsqu'un groupe réserve une visite d'un ou plusieurs musées auprès de la Provence Verte et que cette visite est guidée par un agent communal et non par un guide conférencier, une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte », ce qui ramène le tarif « adulte » à 1,35 € et le tarif « enfant » à 0,45 € (montants encaissés par la Commune).

Elle indique que ces tarifs étaient arrêtés dans le cadre de la régie de recettes municipale « Activités Culturelles et Touristiques ».

Elle propose d'une part de modifier ladite régie pour la dénommer « Activités Culturelles » et d'autre part d'appliquer également ces tarifs au Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier.

De plus, elle propose d'accorder une gratuité par tranche de 10 personnes au lieu de 20 comme prévu initialement.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les modifications à apporter à la délibération du 12 décembre 2013, soit :

pour la visite des musées suivants : la crèche animée, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier :

-Tarifs individuels (par personne et par musée) :

-adultes : 2,00 €

-enfants (6-12 ans) : 1,50 €

-enfants de moins de 6 ans : gratuit

-Tarifs de groupes à partir de 10 personnes (par personne et par musée) :

-adultes : 1,50 €

-enfants (6-12 ans) : 0,50 €

-enfants de moins de 6 ans : gratuit

Les groupes bénéficient de la visite du village et de l'église (inclus dans la prestation).

Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Lorsqu'un groupe réserve une visite d'un ou plusieurs musées auprès de la Provence Verte et que cette visite est guidée par un agent communal et non par un guide conférencier, une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte », ce qui ramène le tarif « adulte » à 1,35 € et le tarif « enfant » à 0,45 € (montants encaissés par la Commune).

DEMANDE à Monsieur le Maire de mettre en application ces dispositions au sein de la régie de cette municipale dénommée dorénavant « Activités Culturelles »

4-3- Conventions pour prêt de salles communales (Centre de Loisirs - Caternet - Complexe sportif)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que, par délibération du 22 janvier 2015, les conditions de prêt des salles communales aux associations ont été arrêtées et des projets de conventions approuvés. Toutefois le cas particulier des salles prêtées à plusieurs associations reste à régler.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture.

Mme INGRASSIA indique que trois salles sont occupées par des associations différentes sur des créneaux horaires préétablis : la Maison Caternet (4 associations), le Centre A.L.S.H. (3 associations) et le Complexe Sportif de « La Roguière » (7 associations). Le nombre d'associations concernées pour chaque local peut être amené à évoluer. Elle donne lecture d'un projet de convention à signer avec ces associations afin de réglementer la mise à disposition de ces locaux communaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les projets de conventions de mise à disposition des locaux communaux dénommés Maison Caternet, Centre ALSH et Complexe Sportif de « La Roguière ».

AUTORISE Monsieur le Maire à signer lesdites conventions avec les associations concernées.

4-5- Convention de mise à disposition de locaux communaux pour l'EIMAD (CCCP)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que la Communauté de Communes du Comté de Provence a pris la compétence de l'enseignement musical, arts plastiques et danse.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture.

Mme INGRASSIA indique que la Maison de la Musique est mise à disposition de l'EIMAD (Ecole Intercommunale de Musique, Arts Plastiques et Danse) : la salle A pour la batterie, la B pour la formation musicale, la C pour la chorale et la D pour le piano. Cette mise à disposition a débuté en 2014 (délibération du 12/12/2013). Mme INGRASSIA donne lecture du projet de convention établi par la C.C.C.P.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de convention de mise à disposition des 4 salles de la Maison de la Musique communale.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention avec la Communauté de Communes du Comté de Provence.

5 - SCOLAIRE

5-1- Modification du tarif de cantine (pénalités pour repas exceptionnels ou suite à négligence)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que le tarif des repas servis à la cantine scolaire municipale a été arrêté par délibération du Conseil Municipal du 13 mai 2015.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

Mme PASQUET informe, dans un premier temps, le Conseil Municipal que, lors de la délibération du 13 mai 2015, il a été omis d'indiquer le prix des repas occasionnels, c'est-à-dire un repas pris par un enfant non inscrit régulièrement mais dont les parents sont indisponibles pour un rendez-vous médical ou de recherche d'emploi ou autre, et qui sont donc dans l'obligation de le laisser à la cantine pour déjeuner.

Elle rappelle que le prix du repas varie selon le quotient familial de 2,40 € à 2,80 € et propose qu'un tarif unique soit fixé pour le repas occasionnel, soit 3 €.

Dans un second temps, elle informe l'assemblée que certains parents « oublient » d'aller chercher leurs enfants à midi à l'école et la cantine les reçoit pour déjeuner. Elle propose de fixer ces repas à 5 € pour dissuader les parents d'agir ainsi.

Mme PASQUET indique à l'assemblée que ces modifications de tarif ont été validées par la Commission aux Affaires Scolaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

FIXE le tarif suivant pour les repas occasionnels :3 € le repas

A la majorité

(Mme BOULE AMPHOUX : 6 €

MM. LANGE/GAULET/FOURNEL/COEURDEUIL : 9 €

MM. TORRESILLA/BENTOUMI/GAUTIER/MIONET/PASQUET/PAZ/KINET/

BREBAN/GIRAUD/INGRASSIA/TURINELLI/SAULNIER/DEBAQUE/

CULINATI/NAL/DONADEY/VERDON/GAQUIERE/RIHAL/REES : 5 €)

FIXE le tarif des repas pris hors inscription à5 € le repas

5-2- Modification du tarif du centre de loisirs extrascolaire (vacances scolaires) pour les enfants domiciliés hors commune

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que le tarif du Centre de Loisirs communal, ALSH du « Petit Baou », a été arrêté par délibération du Conseil Municipal du 13 mai 2015, pour les vacances scolaires.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse. ».

Mme PASQUET informe le Conseil Municipal que, lors de la délibération du 13 mai 2015, il n'a pas été indiqué le prix de l'inscription d'un enfant domicilié hors Commune et des demandes de ce type ont été déposées en Mairie, par exemple pour des enfants scolarisés dans les écoles valaises mais domiciliés ailleurs qu'au VAL.

Elle rappelle que le prix de la journée d'un enfant domicilié au VAL varie selon le quotient familial :

Tarif 1 : 8 €

Tarif 2 : 9,50 €

Tarif 3 : 11 €

Le prix du repas fourni par la cantine municipale est fixé à 2,60 € (en sus).

Le prix de la semaine est :

Tarif 1 : 40 € + les repas soit $5 \times 2,60 \text{ €} = 13 \text{ €}$ soit un total de 53 €

Tarif 2 : 47,50 € + les repas soit $5 \times 2,60 \text{ €} = 13 \text{ €}$ soit un total de 60,50 €

Tarif 3 : 55 € + les repas soit $5 \times 2,60 \text{ €} = 13 \text{ €}$ soit un total de 68 €

Mme PASQUET propose que le tarif 3 soit appliqué pour les inscriptions des enfants domiciliés hors commune et que le prix du repas soit de 3 €, identique à celui des repas servis à la cantine durant l'année scolaire à ces enfants-là. Le prix de la journée s'élèverait donc pour eux à 14 € et le prix de la semaine à 70 €.

Mme PASQUET indique à l'assemblée que ces modifications de tarif ont été validées par la Commission aux Affaires Scolaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

FIXE le tarif suivant pour le centre de loisirs ALSH du « Petit Baou » pour les vacances scolaires pour les enfants domiciliés hors commune :

-Journée : 14 € repas compris

-Semaine : 70 € repas compris

5-3- Réhabilitation du bâtiment du Centre de Loisirs du Petit Baou et demande de subvention auprès de la CAF pour ces travaux et pour l'acquisition de matériel

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que le Centre de Loisirs communal, ALSH du « Petit Baou », nécessite des travaux de réhabilitation.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse. ».

Mme PASQUET indique que dans le cadre des travaux de réhabilitation de ce centre et d'équipement en matériel, la Caisse d'Allocations Familiales peut aider financièrement la Commune par le versement d'une aide dont le taux est compris entre 50 et 80 % de la dépense.

Elle précise que la demande de subvention pour les travaux de réhabilitation ne pourra être déposée qu'en 2016 vu le dossier complet à constituer avec devis, plans, etc.... Par contre, le dossier concernant l'acquisition de mobilier (tables et chaises) et de matériel (jeux d'intérieur et d'extérieur) peut être constitué et envoyé dès à présent.

Mme PASQUET indique à l'assemblée que ces acquisitions de matériel et mobilier ont été validées par la Commission aux Affaires Scolaires et demande au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à déposer le dossier de demande de subvention auprès de la C.A.F.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

SOLLICITE une aide financière de la Caisse d'Allocations Familiales à hauteur de 80 %, pour l'acquisition de tables, chaises, jeux d'intérieur et d'extérieur pour équiper le Centre de Loisirs ALSH « du Petit Baou ».

DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder à toutes les démarches nécessaires à l'obtention de cette subvention

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget (chapitre 21)

5-4- Information sur les démarches accomplies pour l'élaboration d'un Contrat Enfance Jeunesse avec la CAF

Monsieur le Maire donne la parole à Mme PASQUET.

Mme PASQUET informe le Conseil Municipal qu'une réunion avec la C.A.F. s'est tenue en Mairie en juillet 2015, en présence de M. le Maire et d'Adjoints et Conseillers Municipaux intéressés ainsi que du Directeur du Centre de Loisirs et de la Responsable de l'association « BILBOK ».

Mme PASQUET rappelle que la Commune accueille au sein du Centre de Loisirs ALSH du « Petit Baou » les enfants âgés de 3 à 11 ans. Aucune structure communale ne peut les accueillir dès qu'ils atteignent leurs 12 ans. Par contre l'association « BILBOK » pallie ce manque jusqu'à présent.

Mme PASQUET informe l'assemblée que la Commune peut conclure un contrat « Enfance/Jeunesse » avec la C.A.F. pour obtenir des subventions visant la création de structures concernant l'accueil des jeunes de 12 à 18 ans. Un recensement a été réalisé et il s'avère que plus de 50 enfants sont inscrits auprès de « BILBOK » dont le local associatif devient trop exigu pour une telle fréquentation. La Commune doit donc prendre en considération sur cette situation sachant que dans le cadre du contrat « Enfance/Jeunesse » la subvention de la C.A.F. varie de 50 à 80 % de la dépense à engager. Elle indique que des activités pédagogiques et de loisirs ainsi que des sorties pourraient être mises en place. Ainsi les jeunes ne seraient plus livrés à eux-mêmes dans les rues du village. C'est également une demande formulée par les parents.

Mme PASQUET porte à la connaissance de l'assemblée toutes les activités proposées par « BILBOK » et assidument fréquentées par les jeunes.

Elle indique que ce Contrat Enfance serait un partenariat entre la C.A.F., l'association « BILBOK » et la Commune.

Mme PASQUET précise que ces éléments sont fournis à titre d'information pour l'instant et qu'elle proposera au Conseil Municipal de se prononcer sur ce contrat après que les commissions communales concernées y aient travaillé.

5-5- Festivités de Noël pour la crèche et les écoles

Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante que, chaque année pour Noël, la Commune organise une remise de cadeaux pour les enfants de la crèche et des écoles.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse. ».

Mme PASQUET informe le Conseil Municipal qu'aucun montant butoir n'a été arrêté les années passées, d'où une multiplication de dépenses d'une année sur l'autre (goûter, spectacles, livres,...).

Elle propose qu'un montant plafond par enfant soit défini par secteur :

- Crèche.....6 €
- Ecole maternelle.....7,50 à 8 €
- Ecole élémentaire.....7 €

Mme PASQUET indique à l'assemblée que ces modifications de tarif ont été validées par la Commission aux Affaires Scolaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les propositions de la Commission des Affaires Scolaires et arrête le montant plafond des dotations par enfant comme suit pour les festivités de Noël :

- Crèche.....6 €
- Ecole maternelle.....8 €
- Ecole élémentaire.....7 €

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal chaque année (chapitre 011).

6 - PERSONNEL COMMUNAL

6-1- Création d'un emploi d'Adjoint d'Animation contractuel à temps non complet supprimant l'emploi d'Adjoint Technique créé par délibération du 13 mai 2015

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 13 mai 2015, un emploi d'adjoint technique de 2^{ème} classe, en contrat à durée déterminée, à temps non complet, a été créé à compter de la rentrée 2015/2016 (toute l'année scolaire hormis durant les vacances).

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel.

M. GIRAUD expose à l'assemblée que les tâches confiées à l'agent recruté ont été modifiées et qu'en conséquence son grade n'est plus en corrélation avec sa fonction. Il demande au Conseil Municipal de supprimer le poste d'Adjoint Technique créé le 13 mai 2015 et de créer celui d'Adjoint d'Animation puisque l'agent intervient en majeure partie au sein des activités périscolaires. Les autres spécificités de l'emploi demeurent inchangées (CDD à temps non complet).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel,

Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

SUPPRIME l'emploi d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe contractuel à temps non complet créé le 13 mai 2015

CREE, pour le bon fonctionnement du service, un poste d'Adjoint d'Animation 2^{ème} classe contractuel à temps non complet

INDIQUE que le traitement de cet Agent sera basé sur celui du 1^{er} échelon du grade d'Adjoint d'Animation de 2^{ème} classe (IB 340- IM 321).

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération de cet emploi sont prévus au budget 2015 (chapitre 012).

6-2- Création d'un emploi d'Adjoint Administratif de 1^{ère} classe

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un agent a réussi le concours d'Adjoint Administratif de 1^{ère} classe et qu'il peut donc être nommé à ce grade.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

M. Xavier GIRAUD rappelle l'engagement de la Municipalité quant à promouvoir les agents méritants soit par leur réussite aux concours et examens, soit par leur suivi de formation, soit par leur comportement professionnel.

Il indique que la proposition de création d'emploi d'Adjoint Administratif de 1^{ère} classe a été présentée à la Commission du Personnel qui l'a validée.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer à propos de cette création d'emploi.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

Vu les décrets n° 87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à l'organisation de la carrière et à l'échelonnement indiciaire des fonctionnaires de catégorie C,

Vu le décret n° 2006-1690 du 22/12/2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emploi des adjoints Administratifs territoriaux,

Considérant que, conformément à l'article 45 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, il n'est plus nécessaire de déclarer les vacances d'emploi auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var lorsque l'emploi est susceptible d'être pourvu exclusivement par voie d'avancement de grade,

Considérant que l'échelonnement indiciaire, la durée de carrière et les conditions de recrutement sont fixés conformément au statut particulier du cadre d'emploi ci-dessus concerné,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD quant à créer un emploi d'Adjoint Administratif de 1^{ère} classe permanent à temps complet, à compter du 1^{er} novembre 2015

DECIDE de modifier le tableau des effectifs des emplois permanents en conséquence,

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

6-3- Contrat groupe d'assurance statutaire - Renégociation par le CDG 83

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le contrat groupe d'assurance statutaire du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var (article 26 de la loi de 26 janvier 1984) garantit les collectivités territoriales adhérentes contre les risques financiers découlant de leurs obligations statutaires (maladie ordinaire, longue maladie/longue durée, accident de service...).

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal, qui indique que le contrat groupe regroupe aujourd'hui plus de 120 collectivités. Il était conclu pour une durée initiale de quatre ans mais il arrivera finalement à échéance anticipé le 30 juin 2016. Le CDG 83 a entamé la procédure de renégociation de son contrat selon les règles du Code des Marchés Publics.

La Commune de LE VAL, soumise à l'obligation de mise en concurrence de ses contrats d'assurances, peut se rallier à la mise en concurrence effectuée par le CDG 83. La mission alors confiée au CDG83 doit être officialisée par une délibération, permettant à la collectivité d'éviter de conduire sa propre consultation d'assurance.

Présentation de la procédure :

La procédure de consultation conduite par le CDG83 comprendra deux lots: un lot pour les agents relevant de l'IRCANTEC (stagiaire ou titulaire à temps non complet ou non titulaire de droit public) et un lot pour les agents relevant de la CNRACL.

Ces conventions devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. :
Décès, Accidents du travail / Maladies Professionnelles, Maladie ordinaire, Congés de Longue Maladie / Congés de Longue durée, Maternité-Paternité-Adoption
- agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. :
Accident du travail / Maladies Professionnelles, Maladie grave, Maternité-Paternité-Adoption, Maladie ordinaire

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la Collectivité une ou plusieurs formules.

La consultation portera sur les garanties financières et les prestations de gestion du contrat groupe (statistiques, assistance juridique, programmes de soutien psychologique..).

Les taux de cotisation obtenus seront présentés à la Commune de LE VAL avant adhésion définitive au contrat groupe. A noter bien entendu, que toutes les collectivités, à l'issue de la consultation, garderont la faculté d'adhérer ou non.

Monsieur GIRAUD indique que, la Commune de LE VAL adhérant au contrat groupe en cours dont l'échéance est fixée au 30 juin 2016, il serait cohérent, compte-tenu de l'intérêt d'une consultation groupée, de rallier à nouveau la procédure engagée par le CDG 83.

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Assurances ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 26 ;

VU le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

VU le code des Marchés Publics,

CONSIDERANT l'intérêt pour la Collectivité de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;

CONSIDERANT que la passation de ce contrat doit être soumise au Code des Marchés Publics ;

CONSIDERANT l'opportunité de confier au Centre de Gestion du Var le soin d'organiser une procédure de mise en concurrence.

VU la délibération du Conseil d'Administration du CDG83 en date du 7 septembre 2015 approuvant le renouvellement du contrat groupe ;

VU l'exposé du Maire ou du Président ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE de confier au CDG 83 la mission de conclure un contrat groupe ouvert à adhésion facultative auprès d'une entreprise d'assurance agréée, conformément à l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, dans les conditions et pour couvrir les risques présentés ci-dessus. Ces conventions devront notamment avoir les caractéristiques suivantes :

Durée du contrat : 4 ans, à effet au 1^{er} juillet 2016

Régime du contrat : capitalisation.

PREND ACTE que les taux de cotisation lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat groupe d'assurance souscrit par le CDG à compter du 1^{er} juillet 2016.

7 - DIVERS

7-1- Convention GRDF pour l'installation et l'hébergement d'équipement de télérelève

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir étudié le dossier remis par GRDF à propos de l'installation d'équipement de télérelève sur des bâtiments publics,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Considérant que les informations contenues dans ce dossier ne répondent pas à toutes les questions suscitées par cette demande (nature de l'équipement, caractéristiques, dimensions, etc...)

DECIDE de renvoyer cette question à la prochaine réunion du Conseil Municipal

DEMANDE à Monsieur le Maire de provoquer une réunion avec les services de GRDF en présence des membres des commissions communales concernées afin que toutes les précisions nécessaires soient apportées aux questions posées

7-2- Rapport d'activités 2014 COMMUNAUTE DU COMMUNES DU COMTE DE PROVENCE

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la loi Chevènement du 12 juillet 1999, il se doit de lui présenter le rapport annuel 2014 établi par la Communauté de Communes du Comté de Provence, dont la Commune de LE VAL est membre.

Il donne connaissance à l'assemblée délibérante du rapport complet établi par la Communauté de Communes du Comté de Provence qui contient tous les éléments nécessaires à cette présentation.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE de la présentation faite par Monsieur le Maire du rapport annuel d'activités Communauté de Communes du Comté de Provence pour l'année 2014.

INDIQUE que ce document sera tenu à la disposition des usagers, en Mairie, pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération.

7-3- Rapport d'activités 2014 SIVED

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la loi Chevènement du 12 juillet 1999, il se doit de lui présenter le rapport annuel 2014 établi par le S.I.V.E.D. (Syndicat Intercommunal pour la Valorisation et l'Élimination des Déchets du Centre Ouest Var)

Monsieur le Maire donne la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué auprès du SIVED.

M. CULINATI donne connaissance à l'assemblée délibérante du rapport complet établi par le SYMIELECVAR qui contient tous les éléments nécessaires à cette présentation.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE de la présentation faite par Monsieur Jean CULINATI du rapport annuel d'activités du SIVED pour l'année 2014.

INDIQUE que ce document sera tenu à la disposition des usagers, en Mairie, pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération.

7-4- Rapport d'activités 2014 SYMIELECVAR

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions du décret n° 2000-404 du 11 mai 2000, il se doit de lui présenter le rapport annuel 2014 établi par le SYMIELECVAR, syndicat mixte d'électricité créé par arrêté préfectoral du 2 mars 2001.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué auprès du SYMIELECVAR.

M. DEBAQUE donne connaissance à l'assemblée délibérante du rapport complet établi par le SYMIELECVAR qui contient tous les éléments nécessaires à cette présentation.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE de la présentation faite par M. Christian DEBAQUE du rapport annuel du SYMIELECVAR pour l'année 2014,

INDIQUE que ce document sera tenu à la disposition des usagers, en Mairie, pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération.

7-5- SYMIELECVAR - Nouvelles adhésions

Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante que le Comité Syndical du SYMIELECVAR a délibéré favorablement le 30 juin 2015 pour l'adhésion des Communes des ARCS SUR ARGENS et TRANS EN PROVENCE au SYMIELECVAR, en tant que communes indépendantes.

Conformément à l'article L 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement à la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, les Collectivités adhérentes doivent entériner les nouvelles demandes.

Cet accord doit être formalisé par délibération du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Où cet exposé,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE l'adhésion au SYMIELECVAR des Communes des ARCS SUR ARGENS et TRANS EN PROVENCE, en tant que communes indépendantes,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes pièces à intervenir pour mettre en œuvre cette décision.

8 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 29 juillet 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

N° 31-Devis SPL ID 83 AMO réseau assainissement (mesures et investigations)	840 €
N° 32-Aliénation d'un véhicule 4x4 d'occasion à M. RAYOT David	651 €
N° 33 - Travaux de réfection des chemins des Garrigues et de Paracol - SVCR	126.000 €
N° 34-Mission CSPS Place Gambetta-Rue Nationale - BECS	3.680 €
N° 35 - Mission diagnostic amiante - Place Gambetta-Rue Nationale EXPERTIMMO	1.475 €
N° 36 - Acquisitions matériel divers (mobiliier extérieur, rideaux ignifugés, matériel informatique) et travaux de peinture salle de l'Olivier	12.973,51 €
N° 37 - Travaux de réfection parking du cimetière - SVCR	23.377,50 €

Monsieur le Maire indique d'autre part que 33 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 29 juillet 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 29 juillet 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

9 - Question écrite posée par M. GAULET et concernant les transports en commun et plus particulièrement le transport scolaire sur la Commune.

Le Val le 09 octobre 2015

Monsieur le Maire,

Un nouveau cycle scolaire 2015, les enfants du Val utilisent les transports en commun. Vous êtes confrontés aux mêmes problèmes récurrents :

« Les arrêts sur la route de St Benoît n'ont pas d'arrêt »

« Les arrêts sur la route de Maxima, et sur la route de la zone dans chacune des directions ont tous les jours le même en bordure de la déviation, sans éclairage, sans élargissement, sans passage protégé pour traverser la départementale, sans abri. A noter que les élèves vont et viennent à St Maximin les mardis, dis-midi et vendredis midi n'ont toujours pas d'arrêt entre Brignoles et Le Val »

Ces problèmes ont été évoqués le 06 novembre 2013, dans « Var matin » notamment par M. Terresilla, aujourd'hui conseiller de la majorité, puis dans le « Var matin » du 11 décembre 2014. En outre, votre interview publiée dans cet article démontre que vous êtes convaincu des problèmes et prétendument engagé pour leur résolution.

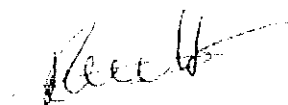
Le Département a supprimé les arrêts qualifié de « complaisance » le long de la route de Vins. Donc, pour ces écoliers, seuls les arrêts de « St Benoît/Coopérative » d'un coté ou « Les Machottes » de l'autre sont disponibles obligeant ainsi les enfants à parcourir la route étroite, sans protection, sans trottoir, sans éclairage à forte circulation sur presque 1,5 km. Il n'existe rien vers Barjols, Carces et sur la route de Bras. Les parents ne sont pas forcément en mesure de déposer les enfants aux arrêts évoqués.

Monsieur le Maire, pourriez-vous effectuer un point de la situation sur ces problématiques et nous communiquer au plus tôt vos réflexions, analyses et solutions ?

En outre, les transports en commun sur notre commune constituant un réel problème, vous aviez promis lors de la campagne des élections municipales de répondre à cette situation totalement inadaptée et surtout extrêmement dangereuse. Considérant prétendument votre intérêt pour les Valois, nous sollicitons une délégation afin de pouvoir étudier et proposer au Conseil municipal un projet global sur ce sujet.

Certains que vous aurez à cœur de démontrer votre intérêt pour la résolution des problèmes évoqués plus haut, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos déferentes salutations.

Renaud GAUCET



Réponse de M. le Maire à M. GAULET :

L'abribus est en cours de livraison suite à de multiples interventions de la Mairie auprès de M. GEROSIER. Il sera double et devrait être installé avant la fin de l'année.

Une demande a été faite auprès de M. GEROSIER pour la suppression des arrêts sur la déviation. Ordre aurait été donné par le Conseil Départemental aux Transporteurs leur interdisant de s'arrêter là et les obligeant à se rendre à la halte routière

Une étude est en cours par le Conseil Départemental, à la demande de M. le Maire, avec relances multiples, dont récemment lors d'une réunion en présence de Mme LASSOUTANIE, Vice Présidente, pour le réaménagement du rond point et de la déviation entre la coopérative et la route de Bras (terre plein central et passages protégés dont un surélevé)

Quant aux arrêts de bus scolaires sur la route de Vins, il n'est pas envisageable pour l'instant de remédier à leur absence vu l'étroitesse de la chaussée et la dangerosité de la circulation sur cet axe routier. Les parents doivent, comme ceux empruntant les autres routes, prendre leurs responsabilités et leurs dispositions pour accompagner leurs enfants aux arrêts de bus réglementaires.

Un projet d'aménagement de la Rte de Vins est demandé par M. le Maire depuis 2014 et un projet est à l'étude par le Département.

Rappelons que les transports scolaires et la gestion des routes sont du ressort exclusif du Conseil Départemental. Néanmoins la Mairie relance régulièrement ces services pour essayer de faire avancer les choses.

Madame PASQUET fait remarquer que seulement huit enfants de l'école élémentaire fréquenteraient ce service de ramassage scolaire.

10 - Questions orales

Ces questions seront retranscrites dans le procès-verbal de la réunion

LA SEANCE EST LEVEE A 22h00.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER